HAL
open science

À propos de l'orientation économique du Front national

Fabien Tarrit

To cite this version:

Fabien Tarrit. À propos de l'orientation économique du Front national. 9e rencontres Actualité de la Pensée de Marx et nouvelles pensées critiques, Nov 2016, Bordeaux, France. hal-02020984

HAL Id: hal-02020984

https://hal.science/hal-02020984

Submitted on 15 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

À propos de l'orientation économique du Front national

Fabien Tarrit

Le Front national (FN) a été fondé en 1972 à l'initiative d'Ordre nouveau, une organisation fasciste composée de partisans du maréchal Pétain, d'anciens tortionnaires de la guerre d'Algérie, de responsables catholiques… avec à sa tête Jean-Marie Le Pen. Sa fille Marine Le Pen lui a succédé en 2011. Ainsi le FN n'est pas issu du mouvement ouvrier mais de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie. C'est un parti bourgeois, il défend le capitalisme : *« Nous ne remettons pas en cause l'économie de marché, ni les bienfaits de la concurrence si elle est loyale »*. Il s'agit de *« retrouver la compétitivité »* et de lutter *« contre la concurrence internationale déloyale »* (Marine Le Pen, *Le Monde*, 20 septembre 2012). Même si ce parti n'est pas à strictement parler un parti fasciste, au sens où il prétend s'inscrire dans la démocratie parlementaire[1], il se situe sans ambiguïté dans cette tradition.

Il défend un État fort au service de la petite bourgeoisie traditionnelle fragilisée par la concurrence (1). À cet égard il ne s'en prend pas à la grande bourgeoisie mais à la classe des travailleurs, tout en essayant de les duper pour gagner leurs suffrages (2). Aussi, c'est contre l'étranger que le FN concentre une large partie de son offensive, notamment pour diviser les travailleurs en opposant les travailleurs de nationalité française et les travailleurs immigrés *via* une politique de préférence nationale (3).

1. Un État fort en soutien à la petite bourgeoisie traditionnelle et au capitalisme industriel affaiblis par la concurrence

Alors que les principaux courants bourgeois défendent le capital national dans sa concurrence contre les capitaux des autres pays, le fascisme s'adresse traditionnellement à la petite bourgeoisie ruinée par les dévastations qui lui sont infligées par le capitalisme dans sa phase impérialiste, en particulier par le capital financier.

> *À travers les agents du fascisme, le capital met en mouvement les masses de la petite bourgeoisie enragée, les bandes de lumpen-prolétaires déclassés et démoralisés, tous ces innombrables êtres humains que le capital financier a lui-même plongés dans le désespoir.* (Trotsky, « Démocratie et fascisme » in *Contre le fascisme 1922-1940*, Syllepses, 2015 [1932], pp. 197-198)

À cet égard le FN prône la réindustrialisation et le soutien aux PME (petites et moyennes entreprises) et PMI (petites et moyennes industries) face à la crise. Il compte ainsi donner une *« priorité absolue au développement des artisans et des commerçants qui sont créateurs nets d'emploi »* (*Notre projet. Programme politique du Front national*, 2013, p. 60), vantant ainsi leur capacité à être des *« vecteurs irremplaçables de lien social »* (*Idem*) et à incarner le *« raffinement de notre civilisation »* (*Ibid.*), postulant ainsi la supériorité de la civilisation occidentale. Concrètement, il propose la création de nouvelles tranches intermédiaires d'impôt sur le revenu, pour le *« rendre plus progressif »* (*Ibid.*, p. 71), de telle sorte que *« les classes moyennes paieront moins l'impôt sur le revenu, mais les foyers très aisés le paieront davantage »* (*Ibid.*, p. 71). Il propose aussi de diminuer le salaire différé de la classe salariée en exonérant de 200 euros de cotisations sociales patronales, abusivement qualifiées de charges sociales, tous les salaires inférieurs à 1,4 fois le SMIC. Cette exonération serait financée par des droits de douane nommés *« Contribution Sociale aux Importations »* (*Ibid.*, p. 73).

En réalité, c'est moins la petite bourgeoisie que le capital national que défend le FN, mais pas tout le capital, uniquement sa fraction industrielle contre sa fraction financière. L'objectif du FN est celui

[1] *« Le régime fasciste voit son tour arriver lorsque les moyens "normaux" militaires et policiers de la dictature bourgeoise, avec leur couverture parlementaire, ne suffisent pas pour maintenir la société en équilibre »* (Trotsky, *op. cit.*, p. 197).

d'un « bon » capitalisme articulé autour du capital industriel, contre un « mauvais » capitalisme à dominante financière :

> *Les 50 plus fortes capitalisations boursières… devront affecter 15 % de leur résultat net en réserve spéciale de réindustrialisation. Ces sommes seront mises à disposition de fonds d'investissement stratégiques pendant une durée de 5 ans seront restituées au terme de cette période.* (*Ibid.*, p. 72)

Contre le capital financier, ce parti est favorable à une séparation légale entre banques de dépôt et banques d'affaires, à une nationalisation, dans certaines circonstances, des banques de dépôt en difficulté, à une interdiction des *« produits dérivés spéculatifs »* (*Ibid.*, p. 7), et même à une taxe *« mondiale »* (*Ibid.*, p. 7) sur les transactions financières. Il est également question de former les élites (*« grandes écoles »*, *Ibid.*, p. 7) aux métiers de l'entrepreneuriat et de l'industrie plutôt qu'aux métiers de la finance. La défense de l'entreprise, en réalité du capitalisme industriel, sera enseignée à la jeunesse dans les lycées et des collèges, avec l'enseignement de *« l'esprit d'entreprise »* (*Ibid.*, p. 62), avec un accent particulier sur la *« contribution des petites entreprises à la vitalité économique du pays… fer de lance de l'activité économique et de l'emploi »* (*Ibid.*, p. 62). Il s'agit également d'adapter la formation aux besoins du capital en supprimant le collège unique, qui offre le même enseignement à tous les élèves, et d'offrir de la main-d'œuvre très bon marché aux entreprises – notamment les PME – en renforçant les filières professionnelles, en augmentant le nombre d'apprentis – de 500 000 à 700 000 – et l'avançant à 14 ans, contre 16 actuellement.

Tout cela fait écho à la tradition programmatique des partis fascistes pour qui le capital financier met en danger la petite bourgeoisie. Quelques mois avant de devenir le parti nazi, le parti ouvrier allemand DAP adoptait un programme dans lequel il se prononce pour

> *la suppression de l'esclavage de l'intérêt… la nationalisation de toutes les entreprises appartenant aujourd'hui à des trusts… une participation aux bénéfices des grandes entreprises… la remise immédiate des grands magasins à l'administration communale et leur location, à bas prix, aux petits commerçants... la promulgation d'une loi permettant l'expropriation, sans indemnité, de terrains à des fins d'utilité publique.* (« Programme en 25 points du Parti national-socialiste » in Marlis Steinert, *L'Allemagne nationale-socialiste, 1933-1945*, Richelieu, 1972 [1920], pp. 97-98)

Le FN a besoin d'un État fort qui se prétend au service des PME, des PMI et de l'industrie nationale, et il propose un renforcement de l'État central, *via* un transfert de compétences au détriment des collectivités locales, avec une baisse des dotations de l'Etat. *« L'État, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre »* (Lénine, « De l'État », in *Œuvres Tome 29 mars-août 1919*, Éditions sociales, 1976). Cet État doit être au service du capitalisme et adopter ses normes, il doit faire *« un effort d'organisation et d'efficacité… pour moderniser et rationaliser le fonctionnement des services publics marchands »* (*Notre projet. Programme politique du Front national*, p. 21). Il s'agit alors de renforcer les organes répressifs de l'État, de telle sorte qu'il assure son rôle de protection des intérêts capitalistes, avec une revalorisation du budget de la justice (avec une interdiction pour les magistrats de se syndiquer et de s'engager politiquement), de la police (avec l'organisation d'une garde nationale de 50 000 personnes disponibles immédiatement pour réprimer les luttes sociales, un renforcement des effectifs de police de rue, dotés du droit de tuer – *« légitime défense »*, *Idem*, p. 19), de l'armée (notamment par la construction d'un nouveau porte-avions la hausse du financement pour les anciens combattants), la construction de nouvelles places de prison, l'augmentation de la responsabilité pénale pour les mineurs (associée à la suppression des aides sociales le cas échéant). Le FN conçoit ainsi de renforcer l'appareil répressif au service de la petite bourgeoisie et du capital industriel national, contre le capital international qu'il prétend affronter.

2. Un programme destiné à tromper les travailleurs, contre les organisations ouvrières et pour une association capital-travail

Alors que Jean-Marie Le Pen tenait un discours plus ouvertement pro-capitaliste que la tradition fasciste qui s'adresse aux travailleurs[2], Marine Le Pen, sans rien changer sur le fond, renoue avec cette pratique, ce que n'ont pas manqué de remarquer Nicolas Sarkozy, ancien président de la république – *« Marine Le Pen est d'extrême gauche, son programme économique est celui de Jean-Luc Mélenchon »* (discours à Nancy, 3 novembre 2014) –, et François Hollande, actuel président de la république – *« Mme Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970 »* (*Canal +*, 19 avril 2015). Elle cultive elle-même l'ambiguïté en déclarant que *« l'extrême gauche fait souvent le bon constat mais elle ne va pas au bout de la logique »* (*Journal du dimanche*, 2 novembre 2014).

Même si le FN juge que le *« coût du travail »* (*Notre projet. Programme politique du Front national*, p. 73), c'est-à-dire le salaire direct et différé, est trop élevé, il propose certaines mesures qui feignent de s'adresser aux travailleurs, dont le rétablissement de l'indexation des salaires du privé[3] et du minimum vieillesse sur l'inflation, ainsi que l'augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires de catégorie C[4]. Il propose d'en finir avec les politiques d'austérité menées au sein de la zone euro, les accusant de frapper *« classes populaires et moyennes, retraités, fonctionnaires, PME/PMI »* (*Idem*, p. 68). Il propose de réduire à 40 le nombre d'annuités de cotisation nécessaires pour percevoir des pensions retraite à taux plein, et de ramener progressivement l'âge de la retraite à 60 ans[5]. Il propose d'élargir l'assiette fiscale aux revenus du capital pour financer certaines prestations de nature sociale.

Pourtant, il ne dénonce pas la « fraude fiscale » – dont Jean-Marie Le Pen vient d'ailleurs de se rendre coupable – des riches capitalistes ne voulant pas payer d'impôts, qui est estimée à plus de 80 milliards d'euros. En revanche, elle s'en prend fermement à la « fraude sociale », pour quelques dizaines de millions d'euros. Il s'agit en réalité de réduire le salaire différé des travailleurs, en renforçant le contrôle des chômeurs, puisque le FN envisage que *« le non respect par un demandeur d'emploi des obligations imposées par Pôle Emploi… sera plus sérieusement vérifié »* (*Ibid.*, p. 66).

Ainsi, s'en prenant aux travailleurs, il n'accuse pas le capitalisme ni la classe capitaliste mais la zone euro, c'est pourquoi il propose que la France *« mettre son véto aux inutiles et ruineux plans de renflouement des pays victimes de l'euro »* (*Ibid.*, p. 68). En réalité, en affirmant vouloir remettre *« l'entreprise, l'entrepreneur et le salarié au cœur de la vie économique du pays »* (*Ibid.*, p. 63), il crée l'illusion d'une convergence d'intérêts et d'une alliance entre capital et travail. Une telle position porte plusieurs conséquences concrètes. Il s'agit d'abord, dans la tradition fasciste, de remplacer les syndicats ouvriers par des syndicats corporatistes : le FN préconise une *« grande réforme des syndicats »*, qui supprime *« le monopole de représentativité institué après la Libération »*, modifie *les « modalités d'élections des représentants des salariés »* de telle sorte que les syndicats soient *« plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces »* (*Ibid.*, p. 67). Une telle association capital-travail passe par l'attribution aux salariés d'*« une part de propriété dans l'entreprise… permettant le versement de dividendes »* (*Ibid.*, p. 79), certainement à la place d'une partie du salaire, rendant ainsi les revenus des salariés dépendants de leur exploitation, *« sans droit de vote »* (*Ibid.*, p. 79), précisément pour éviter que les salariés aient leur mot à dire sur le mode de fonctionnement de l'entreprise. Le FN propose également d'instaurer, de façon tout-à-fait explicite, le travail gratuit, en faisant appel à *« l'armée des*

---

[2] Le *Manifeste des Faisceaux italiens de combat* publié en 1919 déclarait *« s'opposer à l'impérialisme »*, se disait favorable à *« une journée légale de huit heures de travail… un salaire minimum… une retraite pour les vieux travailleurs à 55 ans »* (*Il Popolo d'Italia*, 6 juin 1919).

[3] Les salaires du secteur privé ont été désindexés en 1982.

[4] Le point d'indice des fonctionnaires, dont la revalorisation est en principe négociée chaque année entre le gouvernement et syndicats, est gelé depuis 2011.

[5] Actuellement, le nombre d'annuités est fixé à 43 ans et l'âge auquel peuvent légalement prendre leur retraite est de 62 ans.

volontaires bénévoles, qui ne demanderont rien, mais qui seront simplement désireux et heureux de pouvoir transmettre leurs talents aux jeunes générations » (Discours de Marine Le Pen, 11 septembre 2011).

Les objectifs du FN sont très clairement d'augmenter le taux de plus-value pour améliorer le taux de profit des entreprises capitalistes nationales.

3. Une préférence nationale, à la fois contre les travailleurs immigrés et contre la concurrence internationale

L'offensive du FN contre les travailleurs passe par un discours visant à les diviser, c'est pourquoi ces attaques se concentrent contre l'étranger, et en particulier les travailleurs étrangers. Le FN propose de réduire les droits des travailleurs étrangers en limitant le bénéfice des mesures sociales aux travailleurs français**,** en instaurant d'un délai de carence d'un an de résidence continue en France et de cotisation pour bénéficier de la Sécurité sociale, en supprimant l'aide médicale d'État réservée aux migrants sans-papiers, en supprimant le droit au minimum vieillesse pour les étrangers ayant travaillé et cotisé moins de dix ans en France, en supprimant le regroupement familial – un des trois motifs autorisant l'immigration régulière (avec le motif professionnel et le motif pour études) –, en réduisant *« drastiquement »* le nombre de demandeurs d'asile autorisés à rester en France, en limitant la libre circulation des personnes avec une révision des accords de Schengen, en réduisant la durée de la carte de séjour de dix ans à trois ans, en affaiblissant les associations de défense des immigrés (par la réécriture de la convention européenne des droits de l'homme), en supprimant le droit du sol, en limitant les naturalisations, en interdisant la double nationalité pour des personnes issues de pays hors-Union européenne, en supprimant la possibilité de régularisation des sans-papiers, en interdisant des manifestations de soutien aux sans-papiers. L'objectif est ainsi de diviser par vingt l'immigration légale (de 200 000 à 10 000 entrées) en cinq ans.

La petite bourgeoisie traditionnelle se retrouve confrontée aux travailleurs mais aussi face à la concurrence étrangère, c'est la raison pour laquelle le FN préconise la préférence nationale, avec notamment une loi « Achetons français » faisant en sorte que l'administration se fournisse en marchandises nationales, une *« incitation »* pour les entreprises *« à prioriser l'emploi… des personnes ayant la nationalité française »* (*Notre projet. Programme politique du Front national*, p. 12), une loi pour *« contraindre Pôle Emploi à proposer… les emplois disponibles aux demandeurs d'emploi français »* (*Idem*), l'élargissement de *« la liste des emplois… réservés aux personnes ayant la nationalité française »* (*Ibid.*, p. 13), une modification de l'impôt sur les sociétés pour encourager le réinvestissement prioritaire des bénéfices en France, l'établissement d'une priorité nationale pour l'accès au logement social. Contre la concurrence internationale, le FN préconise des droits de douane, des quotas d'importation.

L'adversaire le plus souvent pointé par le FN est l'Union européenne. Il est question d'annuler la contribution nette de l'État français au budget de l'Union européenne, de cesser l'euro et revenir aux monnaies nationales vers une dévaluation compétitive. Il serait question, avec un nouveau ministère des Souverainetés, de renégocier les traités de l'Union européenne pour *« restaurer la souveraineté nationale dans l'ensemble des domaines où elle a disparu »*. Le FN privilégie *« une association libre d'Etats européens »* (*Ibid.*, p. 6), en *« rétablissant la primauté du droit national sur le droit européen »* (*Ibid.*, p. 49). Ainsi, loin de s'en prendre au capital, dont il est une des organisations, le FN défend le capitalisme français contre les capitalismes des autres pays.

Conclusion

C'est dans la tradition fasciste que le FN s'adresse en premier lieu à la petite bourgeoisie fragilisée par la concurrence internationale, pour défendre en réalité le capital industriel national affaibli par l'essor du capital financier et à cette fin pour renforcer les fonctions répressives de l'État. À ce titre, ce parti est un ennemi des travailleurs ; tout en cherchant à les tromper en proposant certaines mesures, il est favorable à un affaiblissement des syndicats ouvriers au profit des syndicats corporatistes, dans le sens d'une association entre capital et travail. Enfin, avec une politique de

préférence nationale, il cherche à diviser la classe ouvrière en s'en prenant aux travailleurs étrangers, et à les tromper en désignant l'Union européenne comme coupable. Le FN est ainsi un parti bourgeois, le programme qu'il défend est sans ambiguïté au service de la classe capitaliste nationale.